

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Elio di Rupo, Premier ministre du Royaume de Belgique, sur les relations franco-belges, la Zone euro, la situation en République démocratique du Congo et sur l'industrie sidérurgique, à Paris le 27 novembre 2012.

LE PRESIDENT : « J'ai été très heureux d'accueillir le Premier ministre de la Belgique, mon ami Elio DI RUPO. C'était la première fois que je le faisais ici. Mais nous nous rencontrons tant de fois à Bruxelles qu'il voulait me donner l'occasion de le recevoir ici à Paris.

Nous avons évoqué d'abord, au-delà de nos relations bilatérales et de l'approfondissement que nous voulons encore leur donner notamment sur le plan économique -- je rappelle que la Belgique est notre 3ème fournisseur et notre 4ème client --, nous avons évoqué la situation de l'Europe puisque nous étions encore il y a quelques jours au Conseil Européen.

Nous nous sommes réjouis de l'accord qui est intervenu hier concernant la Grèce et qui permet enfin de régler ce qui a été l'un des sujets de préoccupation de la zone euro depuis près de 3 ans. Il a fallu attendre ce moment, j'allais dire presque historique d'hier soir, pour que, enfin, soit apporté du côté grec les conditions de la crédibilité et du côté européen les moyens d'apporter à la Grèce les liquidités indispensables. Nous sommes donc en voie de sortie de la crise de la zone euro même si nous ne sommes pas encore sortis de la crise économique. Nous en avons encore les séquelles, en Belgique comme en France, puisque la croissance sera faible en 2012 et promet de l'être encore en 2013 même si nous agissons pour qu'il en soit différemment.

Nous avons aussi évoqué le Conseil Européen qui va se tenir à la fin de l'année 2012, notamment sur la feuille de route, l'Union Economique et Monétaire. Nous sommes conscients que l'union bancaire a progressé, que la supervision bancaire va être introduite dès l'année prochaine au niveau de ses institutions, même s'il faudra davantage de temps pour l'effectivité de la supervision. Nous aurons cette feuille de route qui devra donner aux pays européens, non seulement des disciplines -- elles sont nécessaires -- mais une perspective d'approfondissement et de confiance et donc de croissance.

Nous avons également évoqué des questions internationales avec des points de vue qui sont largement communs sur la situation en RDC et la très grave crise qui s'y produit sur le plan humanitaire -- plus de 2 millions de personnes sont déplacées, des femmes sont violées chaque jour -- et une menace sur l'intégrité territoriale de la RDC. Nous appelons les Nations-Unies, dès lors qu'une mission de maintien de la paix, est aujourd'hui présente, à pouvoir renforcer le mandat et les capacités de la MONUSCO, pour permettre qu'il y ait le retour à la paix dans cette région de la RDC.

Le deuxième sujet, c'est la question du Sahel puisque nous avons le souci, de lutter contre le terrorisme et d'apporter aux Africains, qui seront seuls à en décider, les formations et les aides logistiques indispensables pour la réussite de leur opération.

Enfin nous avons parlé de la Palestine et de la résolution qui va bientôt venir à l'Assemblée générale des Nations-unies pour le statut de non-membre qui pourrait être accordé à la Palestine.

Enfin sur le plan économique, il y a plusieurs sujets qui nous sont communs et notamment le dossier de Mittal. Nous avons échangé des informations sur l'avenir de la sidérurgie.

Bref, un rendez-vous qui était tout à fait amical -- mais cela il n'y avait pas de doutes --et très utile pour nos deux pays ».

Elio DI RUPO : « D'abord merci. C'était une séance de travail d'un grand intérêt, comme vient de le dire le Président français. Avec la résolution de la situation grecque, nous avons une opportunité pour que l'Union européenne avance avec la discipline budgétaire. Mais qui doit être soutenable pour l'ensemble des populations et il faut aussi que la relance soit vraiment soutenue. Nous ne pouvons pas continuer à vivre avec une croissance économique aussi faible. Cela aurait des conséquences négatives, à la fois, auprès de nos entreprises et de nos citoyens. Nous plaçons pour qu'il y ait des initiatives dont nous discuterons notamment lors du prochain sommet.

L'Union européenne avance en matière bancaire, François HOLLANDE vient de l'indiquer. Pour nous et pour les Belges ce qui est véritablement indispensable, c'est que l'on puisse parvenir à scinder clairement la gestion des banques d'un côté et la conséquence d'une mauvaise gestion sur les déficits et sur les stocks de dettes des Etats. C'est-à-dire empêcher que quand une banque se porte mal, il faille que les Etats interviennent avec les deniers publics.

Nous avons aussi évoqué la question de la République démocratique du Congo, où je rappelle il y a 2 millions et demi de déplacés, 4 millions et demi de personnes qui éprouvent des difficultés en terme de nourriture et 1 million d'enfants de moins de 5 ans concernés. Nous continuerons à travailler, notamment au sein de l'ONU, en examinant s'il n'est pas possible de conférer des missions plus particulières pour que l'ONU soit plus efficace sur le terrain.

Nous avons évoqué aussi la criminalité transfrontalière. Le souci est partagé de pouvoir combattre cette criminalité. J'ai aussi évoqué le sujet de la bière qui fait débat dans notre pays.

Sur l'attitude à avoir avec Mittal, nous avons échangés des informations. Je pense vraiment que la Commission européenne doit se ressaisir d'une politique industrielle. Il n'y a pas de fatalité, que ce soit dans l'industrie automobile ou l'industrie sidérurgique ».

QUESTION : « Le ministre du Redressement productif s'est exprimé récemment sur le dossier Mittal. Il dénonce les méthodes, il parle de chantage, de menaces, de non-respect des engagements. Monsieur MITTAL est attendu ici même dans quelques instants. Sur ce dossier, une nationalisation partielle ou temporaire est-elle une solution ? »

ELIO DI RUPO : « Pour ce qui concerne la Belgique, il y aura à nouveau une réunion à l'initiative du Ministre régional qui va réunir la direction de Mittal et les travailleurs pour tenter de trouver une solution. Au niveau européen, il faut aussi que nous soyons plus actifs. Nous avons déjà, pour la sidérurgie wallonne, agi pour aider dans la phase de transition. Les discussions avec Mittal portent aussi sur cet aspect. Pour ce qui concerne la partie belge, les négociations ont avancé et on me dit que nous ne serions pas loin d'un accord si chacun y met du sien ».

LE PRESIDENT : « En fait il y a deux questions. La première, quel est l'avenir de l'industrie sidérurgique à l'échelle de l'Europe. Nous devons donc travailler ensemble, les pays concernés, pour porter les mêmes exigences à l'égard de l'entreprise Mittal qui a plusieurs sites dans plusieurs pays. Nous devons l'accompagner, notamment dans sa mutation. Je pense en particulier à un dossier déposé aujourd'hui devant la Commission européenne -- le dossier Ulcos - qui pourrait permettre une évolution des moyens financiers qui seraient apportés par l'Europe pour cette mutation.

Il y a aussi les questions nationales et nous sommes aujourd'hui préoccupés par la situation à Florange. Il y a un risque que les hauts fourneaux puissent être fermés définitivement. C'est l'intention de Mittal et nous avons fait valoir qu'il pouvait y avoir d'autres offres.

Je recevrai dans quelques minutes M. MITTAL pour savoir quelles réponses il nous fait par rapport à cette nécessité, pour nous, de garder le site tel qu'il est aujourd'hui. Je vous donnerai la réponse lorsque moi-même je l'aurai obtenue. Mais la volonté qui est la nôtre, c'est de faire en sorte que l'ensemble du site puisse avoir une pérennité ».

QUESTION : « Sur la nationalisation ? »

LE PRESIDENT : « Et bien cela fait partie du sujet de la discussion concernant le site lui-même

LE PRESIDENT : « Et bien cela fait partie du sujet de la discussion concernant le site lui-même, en aucune manière sur l'ensemble du groupe ».

QUESTION : « Aujourd'hui l'OCDE vient de publier les perspectives économiques pour l'année actuelle et la suivante. Ces perspectives sont mauvaises, à la fois pour la Belgique et la France. L'un et l'autre des deux pays vont devoir prendre des mesures de rigueur supplémentaires pour pouvoir tenir leurs engagements ? »

LE PRESIDENT : « Les perspectives de l'OCDE pour la croissance 2013 sont assez proches de celles de la Commission européenne, et ne sont pas très différentes entre la Belgique et la France, c'est-à-dire une croissance faible. Pour ce qui nous concerne, nous attendons beaucoup des mesures du pacte de compétitivité et des mesures en faveur de l'emploi pour rehausser ce taux de croissance. Nous ne nous plaçons donc pas dans l'hypothèse où nous aurions à rectifier nos objectifs ni de croissance, ni de déficit. Si la situation devait se détériorer, ce ne serait pas dans un pays en particulier mais dans l'ensemble de la zone euro ou de l'Union européenne. Cela appellerait des discussions entre Européens. Mais à ce stade, cela ne sert à rien de faire des spéculations, dans le sens économique du terme, mieux vaut avoir une volonté et une action ».

Elio DI RUPO : « Dans le même sens et sans m'être concerté avec François, on a des statistiques. Elles ne manquent pas d'intérêt. Ce sont des modèles économétriques. Mais le rôle du politique, ce n'est pas de subir les statistiques, c'est d'agir et de faire en sorte que l'on puisse modifier la situation. En Belgique, nous avons donc une stratégie de relance, nous avons la volonté d'avancer, nous allons agir pour contribuer à ce que la croissance économique s'améliore, tel est notre objectif à l'instar de ce qui se fait en France.

Comme on vient de le dire, il faut agir aussi sur la zone euro car il n'y aura pas de redressement que cela soit en France ou que cela soit en Belgique, si dans la zone euro il y a une diminution de la croissance économique. Soyons donc proactifs ! Je vois en tout cas que c'est l'intention de la France et c'est bien l'intention de la Belgique ».

LE PRESIDENT : « J'ajoute que ces perspectives ne tenaient pas compte d'un certain nombre de situations nouvelles, notamment celles que j'ai indiquées tout à l'heure : la résolution de la crise grecque. Cette résolution va permettre maintenant de lever tous les doutes sur l'avenir de la zone euro, sur son intégrité et sur sa pérennité et de créer un climat de confiance. Cette confiance est à l'origine de la croissance.

Il revient donc aux Européens de prendre des décisions -- je constate qu'ils les ont prises sur la Grèce -- et aux pays concernés de mettre l'accent sur la croissance autant qu'il est possible. Depuis mon élection, c'est la priorité que j'ai fixée. Ce qui n'empêche pas d'être sérieux sur la gestion des comptes publics.

Pour terminer, j'indique -- c'est la position de l'OCDE -- que cette organisation affiche des hypothèses de croissance plus faibles que les nôtres mais ajoute qu'il n'est pas utile d'avoir des politiques budgétaires plus contraignantes ».

Elio DI RUPO : « Cet aspect -- si vous me le permettez -- mérite d'être entendu également d'autant plus que le FMI ne dit pas autre chose. Je redis ce que je me suis permis de dire : nous devons tout faire pour soutenir la croissance. C'est le sens du travail tant en France qu'en Belgique ».

QUESTION : « Le gouvernement français a récemment pris la décision d'augmenter la taxation sur la bière, ce qui inquiète le secteur brassicole belge parce que la France est un client important de la Belgique dans ce domaine. Le Sénat belge a d'ailleurs déjà voté une résolution demandant à notre Premier ministre d'en parler avec vous aujourd'hui. Ma question : est-ce que le gouvernement français peut revenir sur cette décision ? »

LE PRESIDENT : « Je confirme que le Premier ministre Elio DI RUPO m'a parlé de cette situation et de l'inquiétude des brasseurs belges sur la consommation française qui va rester -- je vous le confirme à -- un bon niveau. D'autant que le niveau des taxes -- mes services me l'ont rappelé -- est au dixième rang des pays européens. C'est sans doute une augmentation importante -- c'est ce que m'a exprimé Elio DI RUPO et nous allons donc évaluer ses conséquences -- mais malgré cette hausse des droits sur la bière, la France ne se situera qu'au dixième rang. Je dis d'ailleurs au Sénat belge, avec toute mon amitié, que nous sommes également très attentifs à toutes les

règles fiscales qui peuvent exister en Belgique ».

Elio DI RUPO : « Je confirme, en effet, que c'est un sujet de préoccupation. 32% des exportations des bières belges vont vers la France. J'ai entendu ce que dit le Président. Nous maintenons la demande d'un examen approfondi des conséquences que cela peut avoir pour l'industrie brassicole de la Belgique ».

LE PRESIDENT : « J'ai entendu, en tout cas, le message de M. Elio DI RUPO qui a été parfaitement clair au cours de notre entretien. Il a tenu compte de ce que le Sénat belge avait également prononcé ».